

mars 2009 pour des faits de novembre 2008, qu'il est éligible à un sursis simple, la cour, réformant la décision des premiers juges le condamnera à la peine de 18 mois d'emprisonnement assorti d'un sursis.

Sur l'action civile

S'agissant de **Lhoussain OULKOUCH**, les premiers juges ont justement déclaré recevables les constitutions de parties civiles et constaté l'intervention volontaire du Fonds de Garantie des Assurances Obligatoires de Dommages.

La cour confirmera le jugement du 2 janvier 2014 déclarant **Lhoussain OULKOUCH** seul et entièrement responsable du préjudice subi par les parties civiles concernant les faits d'homicide involontaire visé par l'article 221-6-1 du code pénal et renvoyant les intérêts civils à une audience ultérieure devant les premiers juges.

Il n'apparaît cependant pas inéquitable de laisser à la charge des parties civiles les frais exposés par leur appel.

S'agissant de **Mustapha BOUCHANE**, c'est à juste titre que les parties civiles font valoir que le fondement des poursuites le concernant repose sur les dispositions de l'article 121-3 du code pénal différentes des dispositions de l'article 221-6-1 du code pénal fondant celles de **Lhoussain OULKOUCH**, la cour infirmera en conséquence l'appréciation faite par le tribunal correctionnel dans son jugement du 4 mars 2014 et condamnera **Mustapha BOUCHANE** à payer à Mme Anne PINEAU, à M Stéphane LANDAIS tant en leur nom personnel qu'en qualité de représentants légaux de leurs enfants mineurs Louis et Alice la somme de 2000 € chacun en réparation de leur préjudice moral outre la somme de 500 € chacun sur le fondement de l'article 475-1 du code de procédure pénale

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement par arrêt Contradictoire à l'égard de **Lhoussain OULKOUCH**, de **Mustapha BOUCHANE**, de toutes les parties civiles et du FONDS DE GARANTIE, en matière

civiles et du FONDS DE GARANTIE , en matière correctionnelle, et après en avoir délibéré conformément à la loi;

ORDONNE la jonction des procédures N°14/1939 et N°14/1941

DIT qu'il sera statué par un arrêt unique

Sur l'action publique :

DIT n'y avoir lieu à requalification concernant les faits reprochés à **Lhoussain OULKOUCH**.

CONFIRME la culpabilité et la peine concernant Lhoussain OULKOUCH, y compris les peines complémentaires de confiscations des scellés, du véhicule et d'annulation du permis de conduire

ORDONNE son maintien en détention.

CONFIRME la culpabilité concernant Mustapha BOUCHANE

REFORME sur la peine et statuant à nouveau

CONDAMNE Mustapha BOUCHANE à la peine de 18 mois d'emprisonnement

DIT qu'il sera sursis totalement à l'exécution de cette peine .

DIT que La condamnation sera réputée non avenue si le condamné qui en bénéficie n'a pas commis, dans le délai de cinq ans à compter de celle-ci, un crime ou un délit de droit commun suivi d'une nouvelle condamnation sans sursis qui emporte révocation.

Rappelle au condamné que s'il commet une nouvelle infraction qualifiée crime ou délit de droit commun dans les cinq ans de la présente décision il pourra faire l'objet d'une nouvelle condamnation qui sera susceptible d'entraîner l'exécution de la présente peine avec sursis sans confusion avec la seconde et qu'il encourra les peines de la récidive dans les termes des articles 132-9 à 132-10 du code pénal.

Sur l'action civile :

CONFIRME le jugement du 2 janvier 2014 en ce qui concerne **Lhoussain OULKOUCH** en toutes ses dispositions

DEBOUTE les parties civiles de leur demande fondée sur l'article 475-1 du code de procédure pénale.

INFIRME le jugement du 4 mars 2014 concernant **Mustapha BOUCHANE**

et STATUANT à nouveau

CONDAMNE **Mustapha BOUCHANE** à payer à Mme Anne PINEAU, à M Stéphane LANDAIS tant en leur nom personnel qu'en qualité de représentants légaux de leurs enfants mineurs Louis et Alice, la somme de 2000 € à chacun au titre de leur préjudice moral, outre la somme de 500 € à chacun sur le fondement de l'article 475-1 du code de procédure pénale.

Dit que les condamnés seront soumis au paiement du droit fixe de procédure d'un montant de 169 Euros prévu par l'article 1018 A du Code Général des Impôts; ils sont avisés par le présent arrêt que ce droit sera diminué de 20% s'ils s'en acquittent dans le délai d'un mois à compter du prononcé de la présente décision.

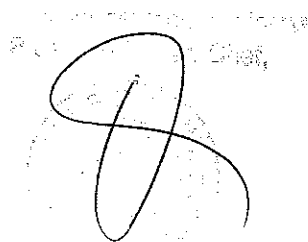
Le tout conformément aux articles visés au jugement et au présent arrêt et aux articles 512 et suivants du Code de Procédure Pénale.

Ainsi jugé et prononcé en audience publique les jour, mois et an susdits ; le présent arrêt a été signé par la Présidente et le Greffier présents lors de son prononcé.

LE GREFFIER,



LE PRESIDENT,



Tribunal de Grande Instance de Paris
Pénal
Chambre 10
Le 10/01/2014